



Conférence des Directeurs
des Écoles Françaises
d'Ingénieurs

CONFERENCE DES DIRECTEURS DES ÉCOLES FRANÇAISES D'INGENIEURS

Règlement intérieur

Adopté en Assemblée Générale
17 JUIN 2016

Article 1^{er} : Définition

L'association dite Conférence des Directeurs des Ecoles Françaises d'Ingénieurs (CDEFI) fondée le 30 août 2008 en application des articles L 233-1-1 et L 233-2 du Code de l'Education a pour objet de représenter, auprès de l'Etat, de l'Union Européenne et des autres instances internationales compétentes en matière d'enseignement et de recherche, les intérêts communs des établissements et écoles délivrant le titre d'ingénieur diplômé. Cet objet est poursuivi conformément aux dispositions de l'article D 233-8 du Code de l'Education.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est à Paris, 44 rue Cambonne 15^{ème} arrondissement. Ce siège peut être modifié par décision de l'Assemblée Générale.

L'article 24 des statuts de l'association stipule qu'un règlement intérieur est préparé par la Commission Permanente et adopté par l'Assemblée Générale à la majorité des deux tiers des membres de droit présents ou représentés. Il est adressé à la Préfecture du département. Il ne peut entrer en vigueur ni être modifié qu'après approbation du Ministre de l'Intérieur.

Article 2 : Membres associés et correspondants

A côté des membres de droit (appelé membres dans le reste du texte) définis à l'article 3 des statuts de l'association, la CDEFI accueille également en son sein, et dans des conditions particulières précisées par le présent article, des membres Correspondants et des membres Associés.

Peuvent être admis comme membres Correspondants des établissements étrangers ou composantes d'établissements étrangers, délivrant une formation sanctionnée par un diplôme jugé comparable au titre d'ingénieur diplômé. La décision d'admission est prise par l'Assemblée Générale sur proposition du Président, après avis de la Commission Permanente. Cependant, lorsque le diplôme en question est reconnu par l'Etat après avis de la Commission des Titres d'Ingénieur dans les conditions spéciales prévues par la loi du 10 juillet 1934, le statut de membre Correspondant est de droit sur simple demande. Dans tous les cas les membres correspondants participent pleinement aux activités de la CDEFI dans les mêmes conditions que les membres de droit.

Des organisations collectives ou autres institutions concernant le domaine de la CDEFI peuvent être admises en tant que membre Associé. La définition de ce statut et les décisions individuelles d'admission relèvent de l'Assemblée Générale. Ce statut sera accompagné ou non d'un droit de vote.

Article 3 : La Commission Permanente

Celle-ci est définie à l'article 5 des statuts de l'association.

L'association est administrée par un conseil, dénommé Commission Permanente, composée de 20 membres. Elle est composée :

- des 4 membres du Bureau défini à l'article 7 des statuts de l'association
- de 12 membres élus en son sein par l'Assemblée Générale
- de 4 membres cooptés.

L'objet de la cooptation est d'assurer au sein de la Commission Permanente le meilleur équilibre possible de représentation de l'Assemblée Générale.

Les membres cooptés sont choisis, sur proposition du Président, par les membres de la Commission Permanente en exercice au moment de la cooptation.

Article 3 bis : Disposition transitoire

Pendant une période transitoire, et afin de prendre en compte explicitement le périmètre élargi de la CDEFI, les douze membres élus par l'Assemblée Générale devront satisfaire à la répartition suivante :

- 7 membres choisis parmi les directeurs des écoles membres sous tutelle du Ministère en charge de l'Enseignement Supérieur
- 2 membres choisis parmi les directeurs des écoles membres sous tutelle d'un autre Ministère
- 3 membres choisis parmi les directeurs des écoles membres de statut privé, ou assimilé au sens de la Commission des Titres d'Ingénieur.

Cette période transitoire ne devra pas excéder 4 années à compter de la première mise en place de la Commission Permanente. Au terme de cette période, l'Assemblée Générale décidera en formation plénière, et à la majorité absolue des présents ou représentés, de supprimer, modifier ou proroger le présent article pour une période de durée déterminée.

Article 4 : L'Assemblée Générale : votes

En Assemblée Générale, les membres de la CDEFI votent à main levée, sauf sur la demande d'un vote à bulletins secrets d'au moins un de ses membres ainsi que pour tout vote nominatif.

Un membre absent peut déléguer comme auditeur, et à titre uniquement consultatif, un représentant à l'Assemblée Générale.

Les votes sont acquis à la majorité des suffrages exprimés. Les bulletins blancs ou nuls ne sont pas pris en compte dans le calcul de la majorité exigée. Il est procédé à un tirage au sort en cas de partage égal des voix sur deux ou plusieurs candidats.

Les procurations entre membres de la CDEFI sont possibles. Chaque électeur ne peut recevoir qu'une procuration.

Les élections des instances de la CDEFI (Commission Permanente et Bureau) ont lieu au scrutin secret à deux tours. La majorité absolue des suffrages exprimés est requise au 1^{er} tour. Au deuxième tour, la majorité relative est suffisante. La séance est présidée par le doyen d'âge, assisté des deux plus jeunes (en âge), parmi les membres présents de la Conférence non candidats déclarés aux élections en question.

Article 5 : Election du Président et des Vice-présidents

Le Président et les 3 Vice-présidents sont élus par l'Assemblée Générale plénière pour une période de 2 ans.

Les déclarations de candidature pour la fonction de Président sont obligatoires et doivent être remises par écrit à la structure exécutive de la CDEFI au plus tard huit jours avant la date de l'élection.

Il est d'abord procédé à l'élection du Président. Il est ensuite procédé à l'élection des 3 Vice-présidents sur proposition du Président élu.

Chaque candidat à la présidence présente une liste fermée respectant l'ordre d'attribution des mandats de Vice-présidents.

Article 6 : Mandat du Président et des Vice-présidents

Le Président et les Vice-présidents peuvent conserver leur fonction à la Commission Permanente au plus trois mois après la fin de leur mandat dans leur établissement.

En cas de vacance de la fonction de Président, le premier Vice-président, ou si nécessaire les suivants, assure, par intérim et jusqu'à la fin du mandat restant à courir, les fonctions de Président.

En cas de vacance du premier, deuxième ou du troisième Vice-président, il est procédé au remplacement du Vice-président concerné par l'Assemblée Générale pour la durée restante du mandat, sur proposition du Président, sauf si cette circonstance intervient moins de trois mois avant la date normale de renouvellement.

Les mandats de Président et de Vice-président sont renouvelables deux fois.

Article 7 : Elections à la commission permanente

Pour l'élection des douze membres de la Commission Permanente, les déclarations de candidatures individuelles sont obligatoires et doivent être déposées huit jours avant la date de l'élection. L'élection se fait à bulletin secret à deux tours le même jour que l'élection du Président et des Vice-présidents.

Si le nombre de candidatures est inférieur au nombre de postes à pourvoir, il est procédé à un appel à candidature en séance.

Article 8 : Mandats des membres de la commission permanente

La durée du mandat des membres élus et cooptés de la Commission Permanente est de deux ans. Le mandat des membres de la Commission Permanente est renouvelable deux fois.

Les membres élus et cooptés peuvent conserver leur fonction à la Commission Permanente au plus trois mois après la fin de leur mandat dans leur établissement.

En cas de vacance d'un siège à la Commission Permanente, il est procédé par l'Assemblée Générale qui suit, à l'élection d'un nouveau membre pour la durée du mandat restant à courir, ou, s'il s'agit d'un membre coopté, à la désignation d'un successeur dans les mêmes conditions et conformément aux articles 3 et 7 respectivement.

Article 9 : Délégués, conseillers et chefs de projets

Sur proposition du Président, la Commission Permanente peut créer des fonctions de délégués, conseillers et de chefs de projets dans des domaines strictement précisés à chaque fois.

Les délégués et conseillers sont choisis et nommés ou, le cas échéant, confirmés par le Président en exercice, après avis de la Commission Permanente. Il peut être mis fin à leurs fonctions en cours de mandat dans les mêmes conditions. Ces personnes sont d'anciens directeurs d'école

d'ingénieurs ou ayant exercé une fonction jugée équivalente sur décision individuelle de la Commission Permanente.

Les chefs de projets sont des personnes mis à disposition de la CDEFI pour une mission temporaire et particulière, sous la responsabilité du Président.

Article 10 : Dispositions financières

Elles sont exposées dans les articles 8 et 10 des statuts de l'association.

Les membres de la Commission Permanente ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont dévolues. Des remboursements de frais sont seuls possibles lorsque des missions particulières leur sont confiées. Les modalités d'attribution et de justification postérieure de ces remboursements doivent faire l'objet d'une décision de la Commission Permanente.

Ces modalités s'effectuent suivant les règlements en vigueur dans la Fonction Publique.

Des délégations financières peuvent être attribuées par le Président, après information de la Commission Permanente, aux Vice-présidents pour des montants dont le plafonnement sera expressément précisé, pour des durées également précisées et des domaines de dépenses particuliers.

Article 11 : Modifications

Comme les statuts de l'association CDEFI, le règlement intérieur peut être modifié par l'Assemblée Générale sur proposition de la Commission Permanente ou sur la proposition du cinquième des membres de droit dont se compose l'Assemblée Générale.

Dans l'un et l'autre cas, les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale, lequel doit être envoyé à tous les membres de l'Assemblée au moins 8 jours à l'avance. L'Assemblée doit se composer du quart au moins des membres en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, le règlement intérieur ne peut être modifié qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.